

III.— Alliance ou combat entre le fascisme et la social-démocratie ?

Comprendre les rapports de classe sous la forme d'un schéma établi une fois pour toutes est relativement simple. Infiniment plus difficile est d'apprécier les rapports concrets de classe dans chaque cas donné.

La grande bourgeoisie allemande oscille actuellement — c'est un état que la grande bourgeoisie en général éprouve rarement. L'une de ses parties est définitivement arrivée à la conception que la voie fasciste est inévitable et veut accélérer l'opération. Une autre partie espère pouvoir maîtriser la situation au moyen de la dictature bonapartiste militaire-policière. Personne ne souhaite, dans ce camp, un retour à la « démocratie » de Weimar.

La petite bourgeoisie est divisée. Le national-socialisme qui a réuni, sous sa bannière, la majorité écrasante des classes moyennes veut prendre tout le pouvoir dans ses mains. L'aile démocratique de la petite bourgeoisie qui entraîne toujours encore des millions d'ouvriers désire le retour à une démocratie du modèle d'Ebert. En attendant, elle est prête à supporter, au moins passivement, la dictature bonapartiste. La social-démocratie calcule de la façon suivante : sous la pression des nazis, le gouvernement Papen-Schleicher sera obligé d'établir un équilibre en fortifiant son aile gauche ; entre temps se produira peut-être une atténuation de la crise ; de plus, la petite bourgeoisie commencera peut-être sa pression forcée sur la classe ouvrière — avec l'aide de Dieu, tout sera remis en ordre.

La clique bonapartiste ne souhaite effectivement pas la victoire complète du fascisme. Elle ne serait pas opposée à l'exploitation, dans certaines limites, au soutien de la social-démocratie. Dans ce but, elle devrait cependant « tolérer » les organisations ouvrières, ce qu'on ne pourrait réaliser qu'en permettant, au moins jusqu'à un certain degré, l'existence légale du Parti communiste. De plus, le soutien de la dictature militaire par la social-démocratie pousserait inévitablement les travailleurs dans les rangs du communisme. En cherchant un appui contre le diable brun, le gouvernement tomberait bientôt sous les coups des Belzebuth rouges.

La presse communiste officielle explique que la tolérance de Brüning par la social-démocratie a préparé le chemin à Papen et que la semi-tolérance envers Papen accélère l'arrivée d'Hitler. C'est tout à fait juste. Dans ces limites, il n'y a entre nous et les staliniens pas de divergence. Mais précisément ceci signifie qu'à une époque de crise sociale, la politique du réformisme ne frappe pas seulement les masses mais aussi le réformisme lui-même. Dans ce processus, le moment critique est à présent venu.

Hitler tolère Schleicher. La social-démocratie ne s'appose pas à Papen. Si cette si-

tuation était assurée pour longtemps, la social-démocratie se transformerait en aile gauche du bonapartisme et laisserait au fascisme le rôle d'aile droite. Théoriquement, il n'est naturellement pas exclu que la crise actuelle sans précédent du capitalisme allemand ne mène à aucune solution décisive, c'est-à-dire qu'elle n'aboutira ni à la victoire du prolétariat ni au triomphe de la contre-révolution fasciste. Si le P. C. poursuit sa politique de l'ultimatisme stupide et sauve ainsi la social-démocratie de la désagrégation inévitable ; si Hitler ne se décide pas dans une période proche au coup de force et provoque par suite la décomposition inéluctable de ses propres rangs ; si la conjoncture économique remonte avant que Schleicher tombe, la combinaison bonapartiste du paragraphe 48 de la Constitution de Weimar, de la Reichswehr, de la semi-opposante social-démocratie et du fascisme semi-opposant pourrait peut-être se maintenir (jusqu'à un nouveau choc social qui, en tout cas, serait à escompter bientôt).

Mais d'un tel concours heureux de conditions qui constitue l'objet des rêveries social-démocrates, on est pour le moment encore loin. Il n'est pas du tout assuré. Dans la solidité et la stabilité du gouvernement Papen-Schleicher, les staliniens aussi croient à peine. Tout parle en faveur de la rupture du triangle Wels-Schleicher-Hitler avant qu'il ait pu véritablement se constituer.

Mais peut-être sera-t-il remplacé par la combinaison Hitler-Wels ? Selon Staline, ce sont « des jumeaux non des antipodes ». Admettons que la social-démocratie, sans craindre ses propres ouvriers, veuille vendre sa tolérance à Hitler. Mais le fascisme n'a pas besoin de cette marchandise : il n'a pas besoin de la tolérance, mais de l'abolition de la social-démocratie. Le gouvernement d'Hitler ne peut réaliser sa tâche qu'après avoir brisé la résistance ouvrière et vaincu tous les organes possibles d'une telle résistance. En cela réside la fonction historique du fascisme.

Les staliniens se bornent à une appréciation purement psychologique ou, plus exactement, morale de ces petits bourgeois lâches et cupides qui dirigent la social-démocratie. Peut-on admettre que ces traîtres patentés se sépareront de la bourgeoisie et s'opposeront à elle ? Une telle méthode idéaliste a peu de commun avec le marxisme qui ne part pas de ce que les gens pensent d'eux et de ce qu'ils souhaitent mais, avant tout, des conditions dans lesquelles ils sont placés et comment ces conditions changeront.

La social-démocratie soutient le régime bourgeois non à cause des profits des magnats du charbon, de l'acier, etc., mais à cause des profits qui lui échoient comme

parti, dans la personne de son appareil nombreux et puissant. Le fascisme ne menace bien sûr en aucune manière le régime bourgeois pour la défense duquel existe la social-démocratie. Mais le fascisme menace ce rôle que la social-démocratie remplit dans le régime bourgeois et les revenus qu'elle retire pour remplir ce rôle. Si les staliniens oublient ce côté de la question, la social-démocratie ne perd pas un instant des yeux ce danger mortel qui la menace — non la bourgeoisie, mais précisément elle, la social-démocratie — par la victoire du fascisme.

Lorsque nous avons montré, il y a environ trois ans, que le point de départ de la crise politique s'approchant en Autriche et en Allemagne serait constitué selon toute vraisemblance par l'incompatibilité du fascisme et de la social-démocratie ; lorsque sur la base de cela nous rejetions la théorie du social-fascisme qui ne mettait pas à jour mais masquait les conflits proches ; lorsque nous prévenions qu'une importante partie de l'appareil social-démocrate serait amenée par la marche des événements, à lutter contre le fascisme et que cela donnait au P. C. une position de départ favorable pour l'offensive ultérieure, beaucoup de communistes — non seulement des bureaucrates appointés, mais aussi de très honnêtes révolutionnaires — nous accusèrent... d'idéaliser la social-démocratie. Il n'y avait qu'à hausser les épaules. Il n'est pas facile de discuter avec des gens dont la pensée s'arrête là où pour les marxistes, la question commence seulement.

Dans des conversations, j'ai maintes fois employé l'exemple suivant : la bourgeoisie juive de la Russie tsariste constituait une partie extrêmement effrayée et démoralisée de toute la bourgeoisie russe. Mais cependant, pour autant que les pogromes cent-noirs qui se dirigeaient principalement contre les juifs pauvres se dressaient aussi contre la bourgeoisie, celle-ci était contrainte d'avoir recours à l'auto-défense. Bien sûr, sur ce terrain aussi, elle ne montra aucun courage remarquable. Mais en présence du danger suspendu sur leur tête, les bourgeois libéraux juifs recueillirent, par exemple, des sommes appréciables pour l'armement des ouvriers et des étudiants révolutionnaires. De cette manière, se produisit un accord pratique momentané entre les ouvriers les plus révolutionnaires qui étaient prêts à combattre les armes à la main et le groupe bourgeois le plus effrayé qui était dans l'embarras.

L'année dernière, j'écrivis que les communistes, dans la lutte contre le fascisme, seraient obligés d'entrer en accord pratique non seulement avec le diable et sa grand-mère, mais aussi avec Grzesinsky. Cette phrase fit le tour de la presse staliniste mondiale : pouvait-on trouver une meilleure preuve du « social-fascisme » de l'opposition de gauche ? Quelques camarades m'avaient averti par avance : « Ils

se cramponneront à cette phrase ». Je répondais : « Elle est aussi écrite pour qu'ils s'y cramponnent. Qu'ils se cramponnent seulement à des fers rouges et qu'ils s'y brûlent les doigts. Ces soifs ont besoin d'une leçon ».

Le cours de la lutte a amené von Papen à faire connaître la prison à Grzesinsky. Cet épisode cadre-t-il avec la théorie du social-fascisme et les pronostics de la bureaucratie stalinienne ? Non, il les contredit complètement. Cependant notre appréciation de la situation avait envisagé une telle possibilité et lui avait assigné une certaine place.

Mais la social-démocratie s'est encore une fois dérobée au combat ! nous répliquera un stalinien. Oui, elle s'y est dérobée. Celui qui s'attendait à ce que la social-démocratie engage indépendamment le combat sur l'initiative de ses chefs, surtout dans les conditions où le P. C. s'est lui-même montré incapable de lutter, celui-là devait évidemment éprouver une désillusion. Nous n'espérons pas de tels miracles. C'est pourquoi nous ne pouvions pas non plus nous exposer à une « désillusion » sur la social-démocratie.

Grzesinsky ne s'est pas transformé en un tigre révolutionnaire, nous le savons bien. Mais toutefois il y a une différence entre la situation où Grzesinsky, siégeant dans sa forteresse pour la défense de la « démocratie » envoyait des détachements de police contre les ouvriers révolutionnaires et cette situation où le sauveur bonapartiste du capitalisme emprisonne Grzesinsky lui-même ? Et ne devons-nous pas évaluer politiquement cette différence et l'exploiter ?

Revenons à l'exemple cité ci-dessus, il n'est pas difficile de saisir la différence entre le fabricant juif donnant un pourboire à la police tsariste qui frappe les grévistes de sa fabrique et le même fabricant donnant aux grévistes de la veille de l'argent pour l'acquisition d'armes contre les pogromistes. Le bourgeois reste le même. Mais de la différence de situation découle une différence d'attitude. Les Bolcheviks dirigeaient la grève contre le fabricant. Plus tard ils recevaient de l'argent du même fabricant pour la lutte contre les pogromes. Naturellement cela n'empêcha pas les travailleurs quand l'heure arriva, de diriger leurs armes contre la bourgeoisie.

Tout ce qui est dit signifie-t-il que la social-démocratie dans son ensemble combattra le fascisme ? A cela nous répondons : une partie des fonctionnaires social-démocrates passera sans doute aux fascistes ; une partie considérable, au moment du danger, se cachera sous le lit. La masse des ouvriers aussi ne combattra pas dans sa totalité. Deviner par avance quelle partie des ouvriers social-démocrates sera entraînée dans la lutte et quand, et quelle partie de l'appareil elle entraînera avec elle est tout à fait impossible. Cela dépend de beaucoup de conditions parmi lesquelles la manière dagir du P. C. La politique du front unique a pour tâche de détacher ceux qui